

La crise du chiffre

Alain Deneault

Number 310, Winter 2016

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/79736ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (print)

1923-0915 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Deneault, A. (2016). La crise du chiffre. *Liberté*, (310), 47–48.

ALAIN DENEAULT

ZONE FRANCHE

La crise du chiffre

Les statistiques ne sont jamais neutres.

« ILS ONT une idée chiffrée de leur présence au monde », se désolait Hélène Monette. La poétesse nous a quittés cet été avec une question abrupte : *Où irez-vous armés de chiffres ?* Le titre de son ultime recueil peut témoigner

d'une déroute sociale. Sa poésie souvent scandée d'anaphores situe la conscience contemporaine dans l'isolement sensible où va s'échouer la reproduction obstinée d'événements destructeurs et absurdes, qui se répercutent à très grande échelle par la voie des ondes ou à coups d'expertises techniques. « C'est un robot qui vous appelle, il a un message à vous communiquer [...]. C'est un robot qui vous appelle et au bout de son message enregistré, dans les oreillettes de votre cœur brisé, c'est autre chose qui se détraque. » De ce point de vue, les chiffres fétiches, les preuves techniques ou les données comptables appartiennent aux cycles fermés de la répétition accablant le désir, de l'informatique dégommant la subjectivité, de l'automatisation triomphant de la décision, cette grande broyeuse qui les produit sous la rubrique écrasante de l'« Économie ». « La boucherie en direct » vainc en dernière instance le sensible, voire le sens.

Ce désarroi est aujourd'hui largement partagé, d'autant plus qu'en matière de chiffres, les acteurs progressistes se trouvent depuis longtemps entre deux feux. D'une part, ils lisent Michel Foucault leur racontant que les statistiques dans les secteurs économique et démographique sont apparues dans l'Europe moderne aux fins du contrôle des peuples, tout en dénonçant, d'autre part, la mise à mal par des pouvoirs conservateurs, à Paris ou à Ottawa, d'agences publiques de statistiques faisant profiter à toute la population d'analyses chiffrées. Bref, les chiffres en tant que mal restent néanmoins dans les consciences un bien public.

De nombreux ouvrages paraissent ces années-ci sur le sens des statistiques et le pouvoir des nombres, précisément pour tenter de débrouiller la question. Qu'ils soient de sociologues, de juristes, d'économistes, d'historiens ou d'artistes, ces écrits semblent reprendre à leur manière la question *Où irez-vous armés de chiffres ?*, sans nécessairement en faire la question abrupte qu'Hélène Monette soulevait sans recours. Dans son « analyse politique des statistiques publiques », intitulée *Prouver et gouverner* (La Découverte, 2014), le sociologue et statisticien français Alain Desrosières, lui aussi disparu il y a quelque temps seulement, interroge sans détour le statut ambivalent des nombres.

Dès les années quatre-vingt, il apparaît rapidement à Desrosières et consorts que les catégories que cherchent à « commensurer » les statistiques sociales répondent elles-mêmes d'a priori idéologiques, attestant le nécessaire clivage entre les résultats qui en découlent et l'état de l'organisation sociale. Des catégories majeures de la vie sociale en sont absentes, notamment en ce qui concerne les réalités que connaissent traditionnellement les femmes ou des travailleurs dans des domaines particuliers tels que les arts. Aussi, le chercheur entreprend de rompre avec la prémisse individualiste des données publiques, lesquelles présentent les acteurs sociaux comme isolés les uns des autres et uniquement forts de leurs attributs personnels, pour tenter d'y faire admettre des considérations telles que la notion de « capital social » développée par Pierre Bourdieu. Surtout, Desrosières constate que le sens des statistiques change selon l'institution qui y recourt et selon l'optique dans laquelle on les utilise. Une donnée chiffrée n'aura ni la même portée ni la même signification selon qui la traite ; par exemple, une institution publique, une équipe de chercheurs universitaires ou des entités privées. Elle ne résonnera pas de la même façon selon ce que l'on cherche à mesurer : l'équilibre des marchés, la relance économique ou la performance financière. Proche de l'association Pénombre, qui raille le recours abusif aux statistiques, le sociologue dénonce notamment l'approche néolibérale, dont la culture du nombre « rétroagit sur les acteurs » plus qu'elle ne rend compte de réalités voulues et réalisées librement par eux. Par exemple, chercher à *mesurer une performance* d'une manière exacte (le « *benchmarking* » ou l'« étalonnage ») suppose qu'on développera inmanquablement des instruments d'évaluation et de calcul qui induiront des comportements conformistes chez ceux qu'ils concernent, dans l'espoir d'obtenir les meilleurs « résultats ». La gouvernance et les formes contemporaines de management génèrent aujourd'hui de tels comportements calibrés, et ce, à une échelle si large qu'il n'est pas exagéré de parler de l'apparition d'une médiocratie.

Desrosières s'emploie ensuite à expliquer comment la statistique, si elle est sans contredit un instrument de pouvoir, peut constituer un outil de libération. À condition de se poser des questions sensées, à condition de définir des nomenclatures qui échappent aux modalités opératoires d'institutions dominantes, à condition d'inscrire la méthodologie de production de données dans des

perspectives progressistes et égalitaristes, il y a lieu de générer des nombres et des chiffres dont on aura conscience du caractère construit, ce qui est souhaitable, tout en générant des données crédibles fondant la possibilité de l'établissement de politiques opérationnelles allant dans le sens de plus de justice sociale et d'égalité.

Au Québec, une organisation comme l'Institut de recherche et d'informations socio-économiques (IRIS) s'inscrit clairement dans cette tendance. En France, les « Statactivistes » remplissent cet office. Dans leur recueil de textes *Statactivisme. Comment lutter avec les nombres* (Zones / La Découverte, 2014), ils vantent le caractère émancipateur des chiffres. « Si aujourd'hui, on reproche volontiers aux statistiques leur connivence avec le pouvoir et la sanction, l'histoire de leurs liens avec la réforme sociale et l'émancipation est tout aussi longue et riche. » Sans casser de briques ni mener illico à la révolution, cela permettait néanmoins à la conscience politique de se manifester face aux pouvoirs plutôt que de se résigner à articuler le monde à partir de représentations qui venaient d'en haut. Les « Statactivistes » se remémorent également l'époque où l'État et la Confédération générale du travail (CGT) ferraillaient chaque mois avec les chiffres pour donner un portrait exact du taux de chômage, et ce, en politisant les méthodes qui les faisaient arriver au nombre qu'ils avançaient. C'est à partir de leurs données que ce syndicat présentait ses exigences lorsqu'arrivaient les négociations avec les patrons. Mais la pratique a été abandonnée dans les années quatre-vingt, quand le cadre dans lequel le débat politique s'est déplacé a semblé rendre suranné ce type

d'analyse. Les chiffres ainsi produits cessaient d'être un outil de libération, non pas tant parce qu'ils cessaient d'être pertinents en eux-mêmes, mais parce que la caisse de résonance idéologique que le pouvoir néolibéral a développée entre-temps a rendu plus audibles les résultats de performance des entités privées que le décompte des chômeurs.

Les chiffres font aujourd'hui l'objet tantôt de méfiance, tantôt d'un culte, parce qu'on en use pour pallier une crise du sens beaucoup plus profonde, qui concerne, elle, l'établissement du lien social, les principes sur lesquels il repose et la fondation des institutions qui doivent le garantir. Dans un autre livre récent sur le sujet, *La gouvernance par les nombres* (Fayard, 2015), Alain Supiot, juriste professeur au Collège de France, revient sur la perte du sens des institutions de justice et de la pratique générale du droit, ce à quoi on pourrait ajouter une perte complète de ce que le mot « économie » veut dire, du fait de leur subordination

tendancielle à de simples usages techniques. Supiot regrette la façon dont la Common Law puis la « gouvernance » transforment le gouvernement en « une machine dont le fonctionnement doit être indexé sur la connaissance scientifique de l'humain », parce que son fonctionnement même est subordonné aux règles du commerce mondial, et non l'inverse. « Le projet de globalisation est celui d'un Marché total, peuplé de particules contractantes n'ayant entre elles de relations que fondées sur le calcul d'intérêts. Ce calcul, sous l'égide duquel on contracte, tend ainsi à occuper la place jadis dévolue à la Loi comme référence normative. » Ce « calcul » fait désormais loi et les statistiques publiques finissent elles-mêmes par s'y conformer, pour n'être plus que la somme aveugle d'opérations qui ne ressemblent à rien.

Le problème n'est donc pas que l'on recoure aux chiffres, mais qu'on cesse de les soumettre au débat, pour faire de résultats numériques officiels et de procédés en 0 et 1

des témoins de la Vérité, puis les ersatz de la réalité sensible. Les illuminés du rendement chiffré, les banquiers de la vie sensible et autres obsédés du nombre tels que ces ministres des Finances ou du Trésor public qui, en Occident aujourd'hui, imposent froidement à leur population des budgets d'« austérité » aussi irresponsables que cruels, semblent avoir complètement perdu de vue ce qu'il en est du statut des nombres, des données publiques, des résultats budgétaires, des colonnes comptables, à savoir des médiatisations tangibles et bien parlantes des espoirs et de la souffrance des gens. Le froid ministre des Finances et l'émaciacé responsable du Trésor pratiquent la banalité

du mal lorsqu'ils voient les chiffres comme le strict objet d'opérations arithmétiques visant à ce que les colonnes s'équilibrent et à ce que les résultats soient « bons » du point de vue idéologique de la finance et de la grande industrie. Ils répondent d'un esprit totalitaire lorsqu'ils subsument le réel sous la « vérité » de leurs mathématiques, comme si on avait tort, sitôt que les chiffres tournent rondement pour eux, de hurler de douleur lorsque la hausse du prix des matières premières, du fait de la spéculation boursière, additionnée aux compressions budgétaires destructrices d'emplois condamnent à la détresse psychologique et à la faim des catégories entières de personnes subitement désœuvrées. **L**

Alain Deneault est essayiste. Son dernier livre, *La médiocratie*, est paru chez Lux Éditeur cette année.

Les chiffres font aujourd'hui l'objet tantôt de méfiance, tantôt d'un culte.